

Compte-rendu : Les enjeux liés aux élections en Europe en 2017.

Atelier Séminaire d'Hiver MEP. Groupe de réflexion animé par Rainer Geiger, François Xavier Bartoli et Sidonie Dastillung.

Le contexte actuel est particulièrement singulier : trois élections de forte envergure se préparent dans trois des pays fondateurs les plus importants de l'Union européenne, à savoir les élections législatives aux Pays-Bas en mai, l'élection présidentielle en France dont le résultat sera prononcé en mai, les élections législatives en Allemagne en septembre. A cela s'ajoute la probabilité de deux élections anticipées, à la suite des démissions des chefs de gouvernement en Bulgarie et en Italie (démission du premier ministre europhile Boïko Borissov en Bulgarie, à la suite des élections présidentielles de novembre 2016, et celle de Matteo Renzi en Italie, à la suite du résultat du référendum organisé lui aussi l'an dernier).

L'Europe est à la croisée des chemins, la question se posant de savoir quelle orientation sera la sienne, dans le contexte général de déstabilisation lié au Brexit et à l'élection de Donald Trump. Plusieurs scénarios sont possibles, selon que les forces populistes ou les forces de renouvellement l'emporteront, selon aussi le degré de convergence qui s'établira entre les forces politiques des différents pays, plus spécialement entre les gouvernements allemand et français.

Les craintes actuelles des observateurs politiques et citoyens portent surtout sur la montée des forces populistes d'extrême droite, nationalistes et europhobes, avec en ligne de mire l'engouement suscité par Geert Wilders aux Pays Bas et celui engagé par Marine Le Pen en France, a priori attendue au premier tour de l'élection présidentielle. Cette crainte est peut être à relativiser. D'une part, Marine Le Pen et Geert Wilders pourraient toucher un plafond de verre : la première est annoncée battue au second tour, le second ne pouvant atteindre plus des 28 sièges annoncés au Parlement, ce qui est insuffisant pour former une force de premier plan dans une coalition. D'autre part, les élections autrichiennes ayant eu lieu l'an dernier, le désenchantement général à l'égard des conséquences du Brexit au Royaume-Uni mettent au jour un sentiment d'adhésion à l'Europe, qui devrait être confirmé dans les urnes. En Allemagne d'ailleurs, il n'existe pas de réelles menaces europhobes, Angela Merkel et Martin Schulz étant deux européens convaincus, recevant tous deux la plupart des soutiens citoyens, cela, malgré la montée et variable du mouvement nationaliste Alternative für Deutschland.

De manière générale, il nous semble très important de ne pas s'en remettre uniquement au mécanisme représentatif, qui ne constitue qu'une partie de la démocratie européenne. Notre rôle de militants dans ce contexte est entier. Non seulement pour apporter des arguments et des informations à ceux qui diffuseraient des contre-vérités sur l'Union, non seulement pour engager une communication interactive avec nos concitoyens, mais également pour être une force de proposition sur le devenir de l'Union, en promouvant une réforme des institutions et des orientations de politique générale, en insistant sur l'importance de faire advenir une Europe sociale et environnementale. Nous proposons très concrètement :

- 1) De nous constituer comme « ambassadeur de l'Europe », référent auprès de chaque concitoyen sur l'Union ; encourager le Mouvement européen de publier un manifeste dans ce sens .
- 2) En tant que jeune européen, de veiller à la diffusion des connaissances sur l'Europe et ses institutions, grâce au programme « L'Europe à l'école ».
- 3) D'œuvrer à la création du débat participatif par la tenue de rencontres. Un projet en cours est celui de la création des « mardis de l'Europe ».
- 4) De réaliser un travail de veille des parlementaires européens, en participant aux Grands Oraux des députés.
- 5) En tant que jeunes européens, de travailler au renouvellement de l'Europe, d'être force de propositions innovantes.
- 6) Reflechir sur le renforcement de l'intégration européenne, sur la base d'une coopération renforcée et les problèmes spécifiques qui se posent dans des pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est.
- 7) De réaliser un travail de veille des médias et des chaînes parlementaires, de relayer ces informations le plus largement possible sur les réseaux sociaux, de réaliser une recension de toutes les informations existantes sur l'Union.